

2026-450

ARRETE DU MAIRE N° 2026-6.1-414

Objet : Entretien des trottoirs, des caniveaux et des végétaux

Le Maire de Tullins,

Vu les articles L2122-24, L2122-28, L2212-1 à L2212-2-2, L2213-1, L2542-2 et 2542-3 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L1311-1 à L1311-4, 1312-1 et 1312-2 du Code de la santé publique,

Vu les articles L131-13 et R 610-5 du Code pénal,

Vu les articles L511-5 à L546-7 du Code de la sécurité intérieure,

Vu les articles L253-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime,

Vu l'article 99 du Règlement sanitaire départemental de l'Isère en vigueur,

Vu la délibération n° 2026-9.1-047 du 14 avril 2026 instaurant une amende administrative dans le cadre de la lutte contre les dépôts sauvages,

Vu la délibération n° 2026.9.1-105 du 7 juillet 2026 instaurant la possibilité de mettre en place la procédure d'exécution de travaux d'office en matière d'entretien de végétation débordant sur le domaine public communal suite à une carence des propriétaires,

Vu l'arrêté du Maire n° 2016-5.7-148 portant application des règlements de collecte des déchets ménagers et assimilés et d'implantation de conteneurs enterrés et semi-enterrés de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais,

Vu l'arrêté du Maire n° 2022-6.1-199 du 21 avril 2022 ayant pour objet : Entretien des trottoirs, des caniveaux et des végétaux,

Considérant que les voies et espaces publics doivent être entretenus pour maintenir la commune dans un état de propreté, d'hygiène et de salubrité satisfaisant,

Considérant que l'entretien des espaces publics, incluant les trottoirs, par temps de neige et de verglas est le moyen le plus efficace d'assurer la salubrité et de prémunir les habitants contre les risques d'accidents,

Considérant que les branches et racines des arbres et haies plantés en bordure des voies communales risquent de compromettre, lorsqu'elles avancent dans l'emprise des voies, aussi bien la commodité que la sécurité de la circulation,

Considérant que la Commune est engagée dans une démarche plus respectueuse de l'environnement par l'intermédiaire de techniques comme le « zéro-phyto » (non utilisation de produits phytosanitaires) et autres techniques alternatives produisant de bons résultats mais moins flagrants et plus consommateurs de main d'œuvre,

Considérant que les mesures prises par l'autorité ne peuvent donner des résultats satisfaisants qu'à la condition que les habitants concourent, en ce qui les concerne, à leur exécution et remplissent les obligations qui leur sont imposées dans l'intérêt de tous,

Considérant que le terme « habitant » désigne les propriétaires ou leurs représentants (locataires, syndicat de gestion, etc.),

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures utiles de nature à assurer le bon ordre, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques,

Considérant qu'il n'existe pas de taxe de balayage à Tullins et qu'il convient de réglementer le nettoyage des voies et trottoirs publics,

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 2022-6.1-199 du 21 avril 2022 et est applicable sur l'ensemble du territoire communal.

Article 2 : Entretien des trottoirs et des caniveaux

Ces règles sont applicables, au droit de la façade ou de la clôture des riverains :

- pour les trottoirs, sur toute leur largeur,
- ou s'il n'existe pas de trottoir, sur un espace de 1,40 m de largeur.

2.1 - Entretien

En toute saison, les propriétaires ou locataires sont tenus de balayer les fleurs, feuilles, fruits provenant d'arbres à proximité plus ou moins immédiate, sur les trottoirs ou banquettes jusqu'au caniveau en veillant à ne pas obstruer les regards d'eaux pluviales. Le désherbage doit être réalisé par arrachage ou binage. Le recours à des produits phytosanitaires est strictement interdit.

Dans le but d'embellir la commune, les habitants sont autorisés à fleurir ou végétaliser leur pied de mur.

L'entretien en état de propreté des avaloirs placés près des trottoirs pour l'écoulement des eaux pluviales est à la charge des propriétaires ou des locataires. Ceux-ci doivent veiller à ce qu'ils ne soient jamais obstrués.

2.2 - Neige et verglas

Par temps de neige ou de gelée, les propriétaires ou locataires sont tenus de balayer la neige devant leurs habitations, sur les trottoirs ou banquettes jusqu'au caniveau, en dégageant celui-ci autant que possible.

En cas de verglas, ils doivent répandre du sable, des cendres ou de la sciure de bois devant leurs habitations.

2.3 - Libre passage

Les riverains des voies publiques ne devront pas gêner le passage sur trottoir des piétons, des poussettes et des personnes à mobilité réduite. Ils devront veiller à respecter, lorsque la largeur du trottoir existant le permet, une largeur minimale de cheminement accessible de 1,40 mètre, telle que préconisée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Ils ne peuvent ni y déposer des matériaux et ordures, ni y stationner des véhicules.

Les saletés et déchets collectés par les riverains lors des opérations de nettoyage doivent être ramassés et traités avec les déchets ménagers. Il est expressément défendu de pousser les résidus de ce balayage dans les réseaux d'eaux pluviales. Les avaloirs et caniveaux doivent demeurer libres.

2026-451

Article 3 : Entretien des végétaux

3.1 - Taille à l'aplomb du domaine public

Les haies, arbres, arbustes, branches, plantes grimpantes et, plus généralement, toute végétation provenant des propriétés riveraines sont taillées à l'aplomb de la limite séparative avec le domaine public, de manière à maintenir en permanence la totalité de l'emprise nécessaire à la circulation et à l'usage normal de celui-ci.

3.2 - Réduction de l'usage normal de la voie publique

Les haies, arbres, arbustes, branches, plantes grimpantes et, plus généralement, toutes végétations provenant des propriétés riveraines ne doivent pas, par leur implantation, leur développement ou leur défaut d'entretien en réduire l'usage normal de la voie publique. Est notamment considéré comme une réduction de l'usage normal de la voie publique tout débordement ou empiètement de végétation ayant pour effet :

- de réduire la largeur utile d'un trottoir, d'un cheminement piéton, d'un accotement ou d'une voie de circulation ;
- de contraindre les piétons, cyclistes ou autres usagers à quitter leur espace normal de circulation ou à se déporter sur la chaussée ;
- d'entraver ou de gêner le passage des personnes à mobilité réduite, des poussettes ou des personnes utilisant des aides à la mobilité ;
- de gêner le passage ou l'intervention des véhicules de secours, d'intervention, d'entretien ou de service public ;
- de réduire le gabarit ou l'espace nécessaire à la circulation des véhicules ;
- de masquer, dégrader ou rendre difficilement accessibles les équipements, dispositifs ou installations affectés à la sécurité ou à l'usage de la voie publique ;
- de créer, par la chute ou le développement de branches ou de végétaux, une gêne ou un risque pour les usagers de la voie publique.

3.3 – Hauteur des haies

Les haies implantées en limite des voies et espaces publics sont entretenues de manière à ne pas dépasser 2 mètres de hauteur, sauf dispositions particulières résultant notamment de la configuration des lieux, d'une réglementation spécifique ou d'une nécessité particulière de sécurité.

Lorsque la configuration des lieux ou les nécessités de sécurité et de visibilité l'exigent, une hauteur inférieure à 2 mètres peut être prescrite.

Cette prescription particulière est appréciée en fonction des circonstances locales, notamment de la largeur de la voie, de la configuration du carrefour, de la présence d'un virage, d'un passage piéton, d'une sortie de propriété ou de tout autre point présentant un enjeu particulier de visibilité.

3.4 - Végétations implantées sur le domaine public

L'entretien et l'élagage des haies, arbres, arbustes, branches, plantes grimpantes et, plus généralement, toute végétation implantée sur le domaine public communal relève des services municipaux ou du prestataire mandaté par la commune, sous réserve des compétences éventuellement dévolues à une autre personne publique ou gestionnaire de la voie.

Les propriétaires riverains ne sont pas tenus d'assurer eux-mêmes l'élagage des arbres appartenant à la commune ou implantés sur le domaine public communal, sauf situation particulière résultant d'une disposition législative, réglementaire ou conventionnelle.

Toutefois, lorsqu'un arbre implanté sur le domaine public présente un danger immédiat pour les usagers, les riverains sont invités à en informer sans délai les services municipaux compétents.

3.5 – Intervention en cas de végétation débordante présentant un danger ou une gêne grave

Lorsque les végétaux provenant d'une propriété privée dépassent sur le domaine public et constituent une gêne, un embarras, une entrave ou un risque pour la circulation, le propriétaire ou la personne responsable est invité à procéder aux travaux de taille ou d'élagage nécessaires.

Lorsque la situation le justifie, une mise en demeure peut être adressée au propriétaire ou à la personne responsable afin qu'il soit procédé aux travaux nécessaires dans le délai fixé par l'autorité compétente.

En cas de non-exécution et lorsque les conditions légales sont réunies, les mesures d'exécution d'office prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur peuvent être mises en œuvre.

Article 4 : Interdiction d'abandonner des déchets sur la voie publique

L'abandon d'objets encombrants ou de déchets sur l'espace public est interdit. La Commune peut lorsque les contrevenants sont identifiés, mettre en place la procédure de l'amende administrative.

De même, les poubelles (ordures ménagères, cartons, plastique, verres) doivent être retirées de la voie publique après le passage de la collecte et remises dans les propriétés respectives, et ce conformément aux règlements de collecte des déchets ménagers et assimilés et d'implantation de conteneurs enterrés et semi-enterrés de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais applicables sur le territoire communal de Tullins.

Article 5 : Sanction de l'arrêté

Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur. La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les arrêtés de police est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe, soit une amende maximale de 150 euros.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Conformément à l'article R 421-1 à R421-7 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Le présent arrêté est transmis à Madame la Préfète de l'Isère.

Monsieur le Maire de Tullins, Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Isère, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Tullins, et la Police Municipale de Tullins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 4 aout 2026

Le Maire



Jean-Philippe VIALAT